



Ce que nous apprennent les faits et les chiffres

Les migrant[e]s contribuent de manière significative au développement de leurs pays d'origine, ainsi que des pays de destination, à travers les transferts d'argent, de compétences, de technologies, de modèles de gouvernance, de valeurs et d'idées.

Selon les données des Nations Unies, il y avait 232 millions [3] de migrant[e]s internationaux-ales dans le monde en 2013. Environ 180 millions d'entre eux/elles venaient d'un pays en développement et y envoyaient régulièrement de l'argent. Selon les estimations de la Banque Mondiale pour 2015, ces migrant[e]s auraient envoyé un total de 440 milliards de dollars US à leurs familles et ami[e]s ; soit un montant trois fois plus important que le total de l'aide internationale. Ce montant devrait atteindre 479 milliards de dollars US d'ici 2017. À l'échelle des pays, en 2013, l'Inde a reçu 72 milliards de dollars, soit une somme supérieure à celle de ses exportations ; en Égypte, les envois de fonds ont représenté trois fois les revenus du canal de Suez ; au Tadjikistan, ils étaient équivalents à 42% du PIB et, dans les pays les plus pauvres, petits, fragiles ou touchés par la crise, tels que la Somalie ou Haïti, les envois de fonds sont de réelles "bouées de sauvetage" [4].

Agissant souvent comme des assurances, les transferts de fonds ont un impact extrêmement important sur les vies des familles et des communautés restées au pays ; préservant leurs moyens de subsistance, et ce particulièrement pendant les périodes difficiles ou de crise. À la différence de l'aide au développement, les envois de fonds vont directement aux familles et ami[e]s. Plus important encore, contrairement aux investissements étrangers, ils ne cessent pas aux premiers signes de difficulté dans les pays d'origine des migrant[e]s. **La capacité des migrant[e]s à soutenir leurs familles, à travers les transferts de fonds, dépend de leurs statuts et contrats de travail** : un statut irrégulier affaiblit cette capacité car, en situation précaire, ils/elles peuvent ne recevoir qu'un salaire faible ou ne pas en recevoir du tout. Aussi, plaider pour des voies régulières de migration, moins coûteuses sur les plans humain et matériel, est un moyen bien plus efficace d'aider celles et ceux resté[e]s au pays, ainsi que de promouvoir le développement des pays d'origine.

L'expression populaire "fuite des cerveaux" est souvent utilisée pour désigner, de façon négative, l'impact de la migration sur les pays d'origine. Ce terme a été inventé par la British Royal Society pour décrire le départ des scientifiques et technologues aux États Unis et au Canada, dans les années 50 et au début des années 60. Il a depuis été prouvé que ce concept est trompeur. **Les recherches suggèrent que le phénomène est bien plus complexe, avec des effets à la fois à court et à long termes**

Qu'en pensez-vous ?

[...] "Regardez de plus près les campagnes dans le monde visant à lutter contre la pauvreté et à améliorer la vie des gens et vous constaterez un point commun : les gens dans les pays riches estiment qu'il est important que les gens des pays pauvres restent chez eux" [1]

[The Atlantic ■ Février 2014]

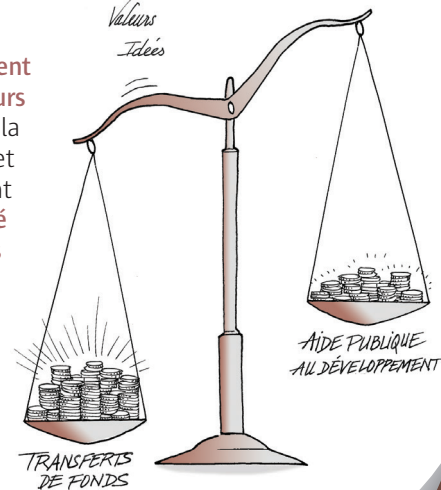
On entend souvent...

Les récents flux migratoires en provenance du Sud vers l'Union européenne et d'autres pays développés sont néfastes pour le développement des pays d'origine des migrant[e]s. Cet impact négatif résulte principalement de la perte de capital humain et, plus particulièrement, de la fuite des cerveaux. En effet, les migrant[e]s formé[e]s et qualifié[e]s n'utilisent pas le fruit de leur formation dans leurs pays et cherchent des emplois à l'étranger. De plus, l'argent gagné par les migrant[e]s qu'ils/elles renvoient chez eux/elles, à travers les transferts de fonds, crée des dépendances dans les pays d'origine [2]. Par conséquent, il vaut mieux "les aider dans leurs propres pays" et les y fixer pour qu'ils/elles puissent contribuer à leur développement.

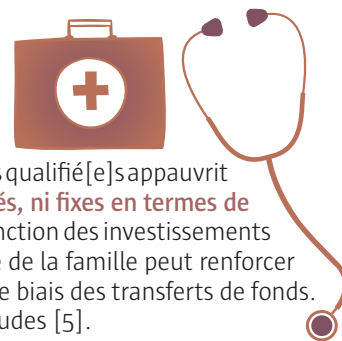
Compétences
Technologies

Modèles
de gouvernance

Valeurs
Idées



sur le **développement durable**. Il est à présent suggéré que le terme de "flux de compétences" [fuite des cerveaux / gain de cerveaux] est plus approprié pour décrire le mouvement temporaire ou permanent des travailleurs/euses qualifié[e]s et non qualifié[e]s.



L'idée sous-jacente à la "fuite des cerveaux" est, en effet, que la migration des travailleurs/euses qualifié[e]s appauvrit le stock de main d'œuvre, qui est alors perçu comme fixe. **Or les savoir-faire ne sont ni hérités, ni fixes en termes de quantité.** Ils sont acquis grâce à l'effort. La taille d'une population qualifiée est, par ailleurs, fonction des investissements dans l'éducation réalisés par les gouvernements et les ménages. La migration d'un membre de la famille peut renforcer la capacité de cette famille à investir dans l'éducation de ceux/celles resté[e]s au pays, par le biais des transferts de fonds. De même, cela peut aussi représenter une incitation pour les jeunes à réussir dans leurs études [5].

La **possibilité d'une fuite des cerveaux a soulevé de nombreuses préoccupations dans le secteur de la santé.** Celle-ci a conduit les États membres de l'Organisation Mondiale de la Santé à adopter, en 2010, un code mondial non contraignant portant sur les pratiques de recrutement international des personnels de santé. Ce code stipule, entre autres, que les États membres devraient "*décourager le recrutement actif de personnels de santé provenant des pays en développement faisant face à de graves pénuries de travailleurs*". Or, en 2007, une étude portant sur les professionnel[le]s de santé africain[e]s n'a pas réussi à établir un impact significatif de la migration de ces professionnel[le]s

sur les indicateurs de santé tels que la mortalité infantile, les taux de vaccination, les infections des voies respiratoires de l'enfant et leur traitement, la prévalence du VIH et son traitement [6]. À l'inverse, les pays africains présentant les plus importants flux de médecins émigrant, proportionnellement à leur population totale, tels que l'Algérie, le Ghana ou l'Afrique du Sud, ont tendance à avoir les plus faibles taux de mortalité infantile. Il semble que suffisamment de médecins et d'infirmier[ère]s demeurent dans le pays d'origine et y empêchent la détérioration du secteur [7].

En outre, la recherche a amené les preuves que la migration améliore le transfert de compétences, de technologies et même de valeurs démocratiques dans le cas de migrant[e]s ayant vécu dans des pays démocratiques [7]. Dans de nombreux pays en développement, les postes les plus importants dans les universités, les instituts de recherche et les gouvernements, y compris les ministères importants, sont occupés par des personnes qui ont étudié et/ou travaillé dans un pays développé, à un moment ou un autre, avant de retourner dans leur pays d'origine. En y retournant définitivement ou temporairement, les migrant[e]s amènent avec eux/elles de précieuses expériences en matière de gestion, de compétences entrepreneuriales, d'accès aux réseaux et capitaux mondiaux.

■ Outil développé par le FORIM et ICMC, en partenariat avec le groupe de travail M&D de CONCORD, avec le soutien financier de l'UE, de la Fondation de France et de l'AFD • Graphisme & Illustrations Fabienne Venet

La mobilité : une opportunité gagnant-gagnant

Au cours des dernières années, l'immigration de travailleurs/euses de santé qualifié[e]s et hautement qualifié[e]s est devenue un élément important dans le développement économique dans l'UE. On estime que 24% des infirmières et infirmiers formé[e]s au Ghana travaillent à l'étranger. 71% de ceux et celles qui sont parti[e]s entre 2002 et 2005 sont allé[e]s au Royaume-Uni. Cependant, beaucoup de jeunes et professionnel[le]s de santé qualifié[e]s ghanéen[ne]s choisissent de rentrer au Ghana, de façon permanente ou temporaire, afin de tirer avantage des possibilités croissantes d'emploi et, essentiellement, en vue d'utiliser leurs expériences de retour au Ghana.

Mis en œuvre par l'OIM Pays-Bas, en étroite collaboration avec le Ministère de la Santé du Ghana, le projet MIDA Santé a facilité plus de 250 affectations temporaires, au Ghana, de migrant[e]s ghanéen[ne]s professionnel[le]s du secteur, entre 2008 et 2012. Le projet a ainsi permis à cette diaspora de transférer ses connaissances et compétences et, ainsi, de renforcer les capacités dans les hôpitaux et les établissements de santé. "*Je veux partager les connaissances que j'ai acquises. Je veux rapporter cela au pays*", affirme une infirmière travaillant pour le projet [8].



Passez le message!

Transferts de fonds des migrant[e]s internationaux = 3 fois le montant total de l'aide internationale

Plutôt que de viser une "émigration zéro", encourager la migration à travers l'ouverture de voies régulières

Les savoir-faire ne sont ni hérités, ni fixes en termes de quantité.

Le terme de "flux de compétences" est plus approprié que "fuite des cerveaux".

Notre vision

Le droit de quitter son pays est une composante essentielle de la liberté humaine et, en tant que tel, doit être sauvegardé.

Plutôt que de viser une "émigration zéro", comme condition pour le développement des pays du Sud, des efforts sont nécessaires pour encourager la migration à travers l'ouverture de voies régulières, sans augmenter les coûts sociaux, économiques et surtout humains de la migration. Les mesures qui facilitent la migration circulaire sont bien plus efficaces pour promouvoir le développement des pays d'origine.